



VIN & SOCIÉTÉ

AU NOM DES 500 000 ACTEURS
DE LA VIGNE ET DU VIN

Déclaration de Joël Forgeau, Président de Vin & Société

Au nom des 500 000 acteurs de la filière vitivinicole, Vin & Société condamne fermement les positions des associations sanitaires et des addictologues : elles sont inacceptables, moralisatrices et à rebours de l'histoire.

« Le président de la République, le premier Ministre, la ministre de la Santé et le ministre de l'Agriculture viennent de lancer la révolution de la prévention afin de lutter contre les consommations excessives d'alcool dans notre pays. La filière vitivinicole, en association avec les autres filières de boissons alcoolisées, est engagée dans cette concertation sans précédent et présentera un plan de prévention au début de l'été. Il se concentre sur la lutte contre les consommations excessives ou à risque, en particulier chez les jeunes et les femmes enceintes. C'est une démarche constructive qui est une occasion unique de bâtir collectivement un plan de prévention efficace à la hauteur des enjeux de santé publique.

De leur côté, certains addictologues et des associations sanitaires viennent de mettre en avant dix mesures coercitives stigmatisant la simple consommation de boissons alcoolisées. C'est absolument inacceptable, depuis des mois, c'est une véritable croisade qui est engagée contre le vin par certaines associations : elle vise à limiter l'accès au produit en proposant notamment une taxation des boissons alcoolisées qui ne fera plus aucune distinction entre la consommation modérée et la consommation excessive, pénalisant ainsi les 31 millions de consommateurs occasionnels de vin¹ dès le premier verre. Le vin doit-il devenir un produit de luxe en imposant une taxation ne faisant pas de distinction entre riches et pauvres ? Ouvrir une bouteille de vin en famille ou entre amis sur une terrasse serait donc réservé à une minorité élitiste de Français ?

L'idéologie qui inspire ces mesures doit nous interroger. Dans les pays d'Europe du Nord, ayant mis en place des politiques de restriction de l'accès à l'alcool et des prix élevés, le taux d'alcoolodépendants est très élevé, comme le relève l'Organisation Mondiale de la Santé². En revanche, les pays producteurs de vin d'Europe du Sud, comme l'Italie, ont une politique de prévention et de mise en avant du patrimoine, du partage, avec un taux d'alcoolodépendants beaucoup plus faible.

Nous condamnons une posture idéologique qui depuis 50 ans en France n'a pas permis de résoudre les vrais problèmes de santé publique. Soyons lucides, loin de vouloir lutter contre les abus liés à la consommation de boissons alcoolisées et de cibler les populations à risques, les addictologues et les associations sanitaires proposent aujourd'hui des mesures qui sont en fait la première marche vers la restriction de l'accès à ces boissons. La mesure du prix minimum proposée est à coup sûr le premier pas vers une politique de prohibition.

Conformément à la ligne politique dessinée par le gouvernement, l'heure n'est plus aux polémiques stériles et virulentes qui ne résoudront pas les problèmes de santé publique auquel notre pays est confronté. Au contraire, le temps est venu de bâtir ensemble une politique de prévention protégeant les populations les plus fragiles tout en préservant nos emplois, notre commerce extérieur, notre patrimoine culturel, le rayonnement mondial d'un produit auquel les Français sont très attachés. »

Paris, le 18 avril 2018

Contact presse :

Valérie Fuchs - 06 62 49 64 85 - vafuchs@wanadoo.fr
Vin & Société : 01 55 35 08 35 – contact@vinesociete.fr

¹ FranceAgriMer 2015

² OMS, *Global status report on alcohol and health, 2014*